

Résolution de la GUE/NGL sur le résultat du référendum au Royaume-Uni

Gabi Zimmer, Martina Anderson, Barbara Spinelli, au nom du groupe de la GUE / NGL

A. Compte tenu du fait historique que le peuple d'un État membre a décidé de quitter l'Union européenne après un référendum

B. Compte tenu de l'issue du référendum où les Britanniques ont voté clairement en faveur du Brexit. Alors que la critique croissante de l'UE ne peut être négligée, mais devrait être abordée avec un programme de réforme en profondeur qui assure la transparence, l'ouverture et la démocratisation, y compris par une participation accrue des citoyens ;

C. considérant que le résultat du référendum montre que l'augmentation des inégalités sociales et économiques au sein et entre les États membres est l'une des plus grande menace pour la stabilité et la cohésion dans l'UE ;

D. Compte tenu du fait que l'article 50 du traité prévoit la possibilité pour un État membre de quitter l'Union;

E. Considérant que l'accord convenu lors de la réunion du Conseil de Février, entre David Cameron, au nom du gouvernement britannique et l'Union européenne, est nul et non avenu ;

1. Respecte la décision du peuple britannique qui doit être considérée comme un défi afin de construire une autre Europe

2. Demande à ce que l'article 50 du traité soit invoqué immédiatement

3. Rappelle que le consentement du Parlement européen est nécessaire conformément à l'article 50 du traité et demande au Parlement européen de participer à toutes les étapes des procédures de négociation concernant l'accord de retrait

4. Rappelle que toutes les décisions concernant l'avenir des relations entre l'UE et le Royaume-Uni, après la sortie du Royaume-Uni, doivent être le résultat d'un processus démocratique et doivent impliquer le Parlement européen et les Parlements nationaux ;

5. Le résultat du référendum montre qu'une autre Europe est nécessaire et qu'elle doit être construite avec l'accord des peuples, qui attendent des décisions concrètes sur les domaines sociaux tels que l'emploi, la transparence, le bien-être, en rejetant les mesures d'austérité.

6. Le résultat du référendum et la décision du peuple britannique montre la profonde crise de l'UE, qui résulte des politiques néo-libérales, des politiques d'austérité et l'érosion de la démocratie. Par conséquent, il est temps pour l'Europe d'aborder et de faire face aux problèmes réels du peuple par un changement de politique profond qui devrait répondre aux attentes de la population.

7. Réaffirme la défense des valeurs de la démocratie, la paix, la tolérance, le progrès, la solidarité et la coopération entre les peuples. Dénonce la montée croissante des forces nationalistes de droite, et souligne que la voie à suivre doit être fondée sur une Europe qui prend une plus grande responsabilité pour l'accueil des réfugiés, plutôt que de fermer ses frontières pour ceux qui fuient la guerre et les conflits.

8. Constate que les Irlandais du Nord ont voté pour rester dans l'UE. Estime que le gouvernement britannique a perdu tout mandat pour représenter les intérêts des Irlandais du Nord à l'égard de l'UE.

9. Estime qu'il existe un impératif démocratique pour un référendum sur l'unité irlandaise comme prévu dans l'Accord du Vendredi Saint.

10. Demande à l'UE de continuer à soutenir le processus de paix en Irlande.

11. Charge son Président de transmettre la présente résolution au Conseil et à la Commission, aux gouvernements et aux parlements des États membres.